

LA MISE AU PAS D'OBAMA PAR L'ÉTAT PROFOND



PIERRE GUERLAIN*

Obama – comme n'importe quel Président – est littéralement prisonnier des gens des services secrets qui l'informent.

Thomas Drake,
ancien lanceur d'alerte de la NSA.

Commençons par une interrogation sur la façon dont on parle de politique étrangère américaine. La plupart du temps, on nomme le président et l'on dit « Bush ou Obama a décidé ceci ou cela » comme si le président était, pour le dire comme Bush, « Celui qui décide » (*the decider*), c'est-à-dire non seulement celui qui décide seul mais celui qui en dernier ressort impose sa décision. Certains, comme Charles-Phillipe David, analysent le processus de décision à l'intérieur de la Maison-Blanche et décryptent l'influence des divers conseillers ou ministres (*secretaries*)¹. Ce type d'analyse n'abolit pas complètement l'approche focalisée sur le président lui-même car la décision finale est assumée par le chef de l'exécutif.

Dans certains cas on sait que le président a été berné ou mal informé par ses conseillers ou ministres. Cheney, par exemple, a pris un pouvoir que ni la Constitution ni l'usage n'accordent aux vice-présidents. Comme le raconte Ron Suskind dans son livre *Confidence Men: Wall Street, Washington and the Education of a President*², Rahm Emanuel, ancien chef de cabinet d'Obama a délibérément contourné Obama

* UNIVERSITÉ PARIS OUEST, NANTERRE.

¹ *Au sein de la Maison-Blanche : de Truman à Obama : la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis*, Paris, Presses de Sciences po, Presses de l'université Laval, 2015.

² New York, Harper, 2011.

avec la complicité de Lawrence Summers et de Timothy Geithner au moment de la crise financière au tout début de la présidence Obama³. Obama lui-même d'ailleurs ne voit pas de très grandes différences entre démocrates et républicains⁴.

Elizabeth Warren, qui a vécu ces manipulations de l'intérieur et en a été victime, cite une remarque de Larry Summers qui pourra nous servir de fil rouge ici :

« J'avais le choix. Je pouvais être une *insider* (dans l'équipe) ou être une *outsider* (à l'extérieur). Ceux qui sont à l'extérieur peuvent dire tout ce qu'ils veulent. Mais les gens à l'intérieur ne les écoutent pas. Les gens dans l'équipe cependant ont accès à beaucoup de monde et peuvent faire avancer leurs idées. Les gens, les gens qui ont du pouvoir, écoutent ce qu'ils ont à dire. Mais les gens dans l'équipe comprennent aussi une règle inviolable : ils ne doivent pas critiquer les autres membres de l'équipe. »⁵

Les observateurs, intellectuels ou universitaires, ne peuvent être que des « outsiders », en dehors des cercles de pouvoir pour dire tout ce qui est pertinent. Trop souvent dans le monde des relations internationales où le système des chaises musicales (*revolving door*) entre fonctions officielles et postes universitaires est prévalent l'analyse reste confinée au commentaire entre « insiders » et les grandes questions sont posées par ceux qui sont loin du pouvoir. C'est Martin Luther King qui comprend mieux les enjeux de la guerre du Vietnam que Nixon, Chomsky plutôt que Kissinger. La critique légitime ne s'intéresse qu'aux différences secondaires, notamment psychologiques.

L'analyse politique, au contraire de l'analyse historique, accepte les limites de ce qu'il est possible de faire étant donné la configuration

30

³ Obama avait aussi pris un décret le premier jour de son premier mandat pour interdire le jeu des chaises musicales entre gouvernement et secteur privé et interdire l'emploi de lobbyistes. Mais son administration a employé elle-même plus de 70 lobbyistes par la suite. Mentionné par Jeff Madrick, « How the Lobbyists Win in Washington », *The New York Review of Books*, 21 avril 2016, p. 50. Le décret est disponible à l'adresse suivante : <<https://www.whitehouse.gov/the-press-office/ethics-commitments-executive-branch-personnel>>.

⁴ Voir le compte rendu d'une réunion dans les locaux du *Wall Street Journal* : <<http://blogs.wsj.com/washwire/2013/11/19/transcript-of-obama-remarks-at-wsj-ceo-council-meeting/>>.

⁵ Cité dans son livre *A Fighting Chance*, citation trouvée à l'adresse suivante : <<https://libertyblitzkrieg.com/2014/04/29/stunning-quote-larry-summers-to-elizabeth-warren-in-2009-insiders-dont-criticize-other-insiders/>>.

des sources de pouvoir, aux États-Unis on dit qu'elle est enfermée à Washington (*inside the Beltway*). Ainsi on peut facilement expliquer pourquoi, dans un contexte donné, FD Roosevelt n'a pas soutenu les lois antilynchage ou a choisi de faire interner les Américains d'origine japonaise, ce qui n'invalide en rien une analyse historique complexe qui mentionne ces deux points noirs dans la présidence du président américain le plus à gauche (*liberal*) de toute l'histoire des États-Unis. FDR comme Obama, à la différence de George W. Bush, sont à la fois des hommes de pouvoir et des *outsiders* analystes du pouvoir, ce qui brouille les pistes, déroutent leurs partisans et offre des angles d'attaque à leurs adversaires.

Il est difficile de savoir ce qui en matière de décision politique incombe au président lui-même, ce qui est le résultat d'un compromis entre ses conseillers et ministres, ce qui est influencé par l'opinion publique dont on sait par ailleurs le peu d'influence qu'elle a dans un système pourtant nommé démocratique⁶, ce qui résulte de tractations avec le Congrès, lui aussi traversé de multiples influences, notamment celle des lobbys qui jouent un rôle capital au moment des élections et des votes au Congrès. Certains éléments ne seront connus que longtemps après les événements eux-mêmes.

31

L'intervention en Libye et le problème de la prise de décision

La facilité de langage consistant à dire « la politique étrangère d'Obama » est donc trompeuse et parler de la politique étrangère de l'administration Obama n'améliore les choses que marginalement. Dans un certain nombre de cas, on connaît les luttes d'influence au sein de la Maison-Blanche concernant une décision de politique étrangère. Par exemple, on sait que l'intervention militaire en Libye en 2011 a été fortement recommandée par Hillary Clinton, alors secrétaire d'État, Anne-Marie Slaughter, directrice du *Policy Planning*

⁶ Deux chercheurs, Martin Gilens de Princeton et Benjamin Page de Northwestern, ont analysé la domination des « élites » (classes dominantes) dans les choix politiques. Et donc la marginalisation de la majorité de la population : « Testing Theories of American Politics : Elites, Interest Groups, and Average Citizens ». Une phrase de la conclusion est particulièrement pertinente : « Nos analyses suggèrent que des majorités parmi le public américain ont en fait peu d'influence sur le choix des politiques fait par le gouvernement. »

<https://scholar.princeton.edu/sites/default/files/mgilens/files/gilens_and_page_2014_-testing_theories_of_american_politics.doc.pdf>.

et Samantha Power (*Special Assistant to President Obama*), tandis que le vice-président Jo Biden et le ministre de la Défense, Robert Gates, s’y opposaient fermement.

En février 2011 Gates avait déclaré : « À mon avis n’importe quel futur ministre de la Défense qui conseillerait au président d’envoyer à nouveau une force d’intervention terrestre importante en Asie ou au Moyen-Orient ou en Afrique devrait “se faire examiner la tête”, comme le général Mac Arthur l’avait dit avec tant de délicatesse. »⁷ Une fois la décision prise, il est légitime de la caractériser comme étant celle de l’administration et celle du président. Dans son récent entretien avec Jeffrey Goldberg dans *The Atlantic*, Obama a évoqué l’échec de cette intervention qu’il caractérise de « fouillis » (*mess*) ou en privé de « merdier » (*shit show*)⁸. On peut penser qu’Obama s’est laissé convaincre ou forcé la main par les « interventionnistes libérales », trois femmes plus favorables aux interventions militaires que le secrétaire à la Défense hérité de l’administration Bush, auquel les événements postintervention ont cependant donné raison.

32

L’identité de Gates permet d’aborder le problème de la continuité de la politique étrangère américaine et d’analyser la perception commune, au moins parmi certains analystes de gauche, d’un Obama en continuateur de Bush.

Commençons par un retour en arrière. En 2000, durant la campagne présidentielle, Justin Vaïsse a publié un article intitulé « Qui gouverne à Washington ? », dans lequel il passait en revue les diverses sources de pouvoir dans la prise de décision en matière de politique étrangère. Il écrivait à la fin de son article : « C’est une sorte d’énorme navire, difficile à réorienter et à manœuvrer, mais d’une telle inertie qu’il paraît avancer tout seul, quoi qu’il arrive, insensible aux petits aléas de l’histoire. » La continuité, pour Vaïsse, était le résultat des diverses forces concourant à la formation de la décision. Pour lui la multiplicité des sources de pouvoir constituait une forme d’« immunité contre les faux pas ». Dans son introduction il prédisait : « la politique étrangère américaine n’évoluera que dans des limites très étroites »⁹.

⁷ *The New York Times*, 25 février 2011.

<<http://www.nytimes.com/2011/02/26/world/26gates.html>>.

⁸ « The Obama Doctrine », *The Atlantic*, avril 2016, Jeffrey Goldberg.

⁹ *Politique internationale*, n° 86, hiver 2000.

Évidemment les événements ont donné partiellement tort à Justin Vaïsse car le 11 septembre 2001 a changé la donne et l'administration Bush a fait évoluer la politique américaine vers un militarisme interventionniste qui ne peut être caractérisé par « des limites très étroites », mais la multiplicité des sources de pouvoir est une réalité qui contraint tous les présidents américains. Loin d'affirmer une immunité assurée contre les faux pas, je défendrai la thèse que ce que d'autres, tel Mike Lofgren¹⁰, appellent l'État profond (*Deep State*) est au contraire responsable à la fois de la relative continuité entre les administrations Bush et Obama et sources de faux pas à répétition et surtout de guerres en permanence qui expliquent que le monde entier, pas seulement la Libye, soit chaotique.

Lofgren parle aussi des liens entre Wall Street et le Pentagone et inclut la Silicon Valley et la cour FISA ainsi que certains membres des commissions du Congrès de la défense et des services secrets dans cet État profond qui n'est pas soumis à un contrôle démocratique¹¹. Il ne faut pas oublier les grandes compagnies pétrolières. C'est ce que d'autres appellent l'*establishment* ou un gouvernement de l'ombre ou l'État de la sécurité nationale, bien que ses rouages soient tous connus¹². On verra plus loin qu'Obama lui-même emploie l'expression « *Washington playbook* » (script des sources de pouvoir américain) qui recouvre une même réalité. Mike Lofgren a travaillé pour des élus républicains mais il retrouve une idée déjà présentée par C. Wright Mills, sociologue de gauche, dans *The Power Elite*, écrit dans les années 1950¹³. Dans cette optique la relative stabilité, en dépit d'inflexions notoires, n'a pas grand-chose à voir avec la psychologie des présidents ni même la personnalité des conseillers. Le Bush inculte, mal informé et macho a pris des décisions proches

¹⁰ Mike Lofgren, *The Deep State, The Fall of the Constitution and the Rise of a Shadow Government*, New York, Viking, 2016.

Il est à noter que Peter Dale Scott utilise également l'expression : *American Deep State: Wall Street, Big Oil and the Attack on US Democracy*, Rowman and Littlefield, Lanham Maryland, 2014. Certains développements de cet ouvrage prêtent le flanc à une accusation de théorie du complot, même si les documents cités sont d'une grande richesse. Ce n'est pas le fil conducteur de cette analyse.

¹¹ Lire : Thomas Frank, « Les démocrates américains envoûtés par la Silicon Valley », *Le Monde diplomatique*, mars 2016 ainsi que Thierry Henneon, « Silicon Army », *Le Monde diplomatique*, avril 2016.

¹² Voir : Tom Engelhardt, *Shadow Government: Surveillance, Secret Wars, and a Global Security State in a Single-Superpower World*, Chicago, Haymarket Books, 2014.

¹³ Publié en 1956, réédité en 2000 par Oxford University Press, New York.

de celles d'Obama, le professeur de droit intelligent, féministe et qui bosse ses dossiers.

Obama a dû faire face à une opposition colossale et déterminée non seulement des républicains déportés très à droite mais des lobbys et de leurs immenses ressources financières. Face à cette opposition, il a choisi la voie la plus réaliste pour éviter de subir le sort de Carter à qui on reproche parfois son manque de duplicité ou fourberie¹⁴. Comme le dit Denny Jacobs à David Remnick, un biographe du président : « Obama est un politicien qui a appris très tôt que si on ne peut avoir tout le cochon, il faut se contenter d'un sandwich au jambon. »¹⁵ Ce n'est pas tant sa personnalité docile ou accommodante qui a produit cette attitude mais l'analyse lucide des rapports de force. Cette approche laisse une place à une certaine forme de timidité de la part d'Obama. En d'autres termes, Obama sait très bien que la politique est l'art du possible et que l'activité intellectuelle, celle des « *outsiders* » qu'il pratique lui-même est d'un tout autre ordre¹⁶. L'art du possible dans un système ploutocratique dominé par des lobbys ne peut pas plaire aux progressistes.

34

Les lignes de force de la continuité de la politique étrangère des États-Unis

Quels sont les éléments qui militent en faveur d'une relative continuité entre les administrations Bush et Obama, même si le

¹⁴ Dans son livre remarquable sur les guerres américaines au Proche-Orient, Andrew Bacevich le dit clairement : « Il avait de bonnes intentions – certainement pas la caractéristique la moindre parmi ses nombreuses qualités admirables. Cependant en ce qui concerne l'exercice du pouvoir, Carter n'était pas assez retors. » Andrew J. Bacevich, *America's War for the Greater Middle East, A Military History*, New York, Random House, 2016, p. 10.

¹⁵ Eric Alterman, « Kabuki Democracy : Why a Progressive Presidency Is Impossible, for Now », *The Nation*, 7 juillet 2010.

Obama lui-même a clairement indiqué en décembre 2010, après avoir autorisé la poursuite des baisses d'impôts sur les successions décidées par l'administration Bush, qu'il était un pragmatique réaliste prêt au compromis. Lire : Jane Meyer, 2016, *op cit.* p. 291.

¹⁶ En réponse à un questionnement de Michael Eric Dyson sur la question noire, Obama a déclaré qu'au Congrès il n'a pas affaire aux intellectuels noirs comme Cornel West ou Michael Eric Dyson, suggérant qu'il ne peut agir comme les intellectuels le souhaiteraient. *New York Times*, 2 février 2016. <http://www.nytimes.com/2016/02/07/books/review/the-black-presidency-barack-obama-and-the-politics-of-race-in-america-by-michael-eric-dyson.html?_r=0>.

président démocrate a mis fin aux formes de torture explicite en Irak ? Pour le dire comme Perry Anderson : « L'arrivée des démocrates à la Maison-Blanche en 2009 n'a que peu changé la politique impériale américaine. »¹⁷

Tout d'abord, contrairement à ce qu'il avait annoncé durant sa campagne puis dans un décret du 22 janvier 2009, Obama n'a pas fermé la prison militaire américaine de Guantánamo. Les analystes politiques expliquent que le président a dû faire face à l'opposition des républicains au Congrès, d'un grand nombre de démocrates aussi et qu'il n'a pas voulu dépenser trop de capital politique pour fermer cette base, illégale au regard du droit international. Il s'agit donc d'une violation des droits humains qui pourrait s'apparenter à une forme de torture, même sans sévices physiques directs. Que le Président ait voulu fermer Guantánamo mais qu'il ait dû céder face aux pressions d'autres sources de pouvoir ne change pas l'analyse du bilan de l'administration. Le nombre de prisonniers a fortement baissé et le recours aux drones a pris la place de la politique d'incarcération massive de l'administration Bush.

Il est évidemment légitime d'évoquer l'héritage de l'interventionnisme militaire des années Bush et l'obstructionnisme des républicains au Congrès, obstructionnisme qui dans un certain nombre de cas a des relents racistes. L'équipe Obama a hérité de deux guerres lancées soit à la légère soit en confondant vengeance et justice. Obama avait déclaré que la guerre en Afghanistan était une guerre nécessaire tandis que celle d'Irak, lancée sur la base des gros mensonges sur les armes de destruction massive, était idiote (*dumb*).

Après quinze ans de guerre en Afghanistan, les talibans contrôlent deux tiers du pays qui reste un foyer de terrorisme et un grand producteur d'opium. On peut raisonnablement considérer que cette guerre, conçue comme un moyen de représailles après les attaques terroristes du 11 septembre, est un échec tant militaire que politique¹⁸. En 2001 l'intervention en Afghanistan était populaire, réclamée par l'opinion, le Congrès et le complexe militaro-industriel. Tout l'État profond était uni et au diapason de l'opinion. Les décisions calamiteuses sont parfois aussi populaires. Le consensus

¹⁷ Perry Anderson, *American Foreign Policy and Its Thinkers*, Londres, Verso, 2015, p. 133.

¹⁸ Lire, entre autres, Gérard Chaliand, *Pourquoi perd-on la guerre ? Un nouvel art occidental*, Paris, Odile Jacob, 2016.

d'alors s'est effrité car l'opinion ne suit plus, mais le président n'a pas et n'a pas eu les moyens de mettre fin à cette guerre. Le général McChrystal, commandant des forces armées en Afghanistan, qui s'était ouvertement moqué de l'administration Obama, notamment de Jo Biden, le vice-président, a dû démissionner mais il avait réussi à obtenir une augmentation des effectifs militaires dans ce pays¹⁹. Le complexe militaro-industriel a donc obtenu ce qu'il voulait d'Obama, en dépit des tensions personnelles entre le président et certains généraux. Il est à noter que les tensions entre les militaires et l'exécutif existaient déjà durant l'administration Bush, tensions qui avaient en partie conduit au limogeage de Rumsfeld. La continuité entre Bush et Obama, c'est-à-dire entre les équipes dirigées par ces présidents, est donc patente car les forces ayant conduit à l'intervention sont les mêmes.

36

Sur la guerre en Irak, l'administration Obama a réussi à diminuer le nombre de soldats sur place et même à annoncer la fin de l'intervention pour 2011. Il semble donc que sur ce plan Obama ait réussi à mettre en œuvre une promesse de campagne. Pourtant les mensonges et erreurs de son prédécesseur et de son administration ont laissé des traces qui ont conduit à l'émergence de Daech, ce qui a conduit l'administration Obama à intervenir à nouveau. Certes pas de façon massive mais avec quelques forces spéciales au sol et surtout des bombardements aériens contre des soldats du califat. Ceux-ci sont principalement équipés d'armes américaines subtilisées au régime irakien chiite autoritaire et aligné sur l'Iran, mis en selle par l'administration Bush.

Robert Gates qui fut le ministre de la Défense de Bush après le renvoi de Rumsfeld est donc devenu le ministre de la Défense d'Obama dans les premières années. Cela permet à Mike Lofgren de déclarer : « S'il y avait un signe précurseur que le candidat de l'espoir et du changement allait être l'avatar de "on ne change rien", alors son

¹⁹ Dans l'article de *Rolling Stone*, « The Runway General », 22 juin 2010, qui a conduit au limogeage de McChrystal, on peut lire, que McChrystal a mis Obama sous pression pour qu'il relance la guerre avec la même intrépidité que celle qu'il mettait dans sa chasse aux terroristes en Irak : « Analyse bien comment ton ennemi opère, sois plus rapide et plus cruel que n'importe qui puis tue les fumiers. » Cela donne une idée du type d'opposition à laquelle le président a dû faire face à l'intérieur même des institutions américaines. Et cette phrase indiquant bien qui avait gagné la guerre entre Obama et le Pentagone : « Au bout du compte cependant, McChrystal a obtenu quasiment ce qu'il voulait. »

choix de confirmer Gates dans ses fonctions est particulièrement révélateur. »²⁰ Tout comme en matière économique où Obama gardait les anciens de Goldman Sachs et puisait dans le vivier de ses soutiens à Wall Street, en politique étrangère il a gardé des responsables des années Bush.

John Brennan qui avait servi l'administration Bush au sein de la CIA fut nommé directeur de la CIA par Obama en 2013. Brennan s'est récemment illustré en espionnant les sénateurs qui enquêtaient sur les services secrets américains et leurs pratiques de la torture. Il fit mettre des mouchards dans les ordinateurs des sénateurs et mentit sur cette action qu'il dut finalement admettre²¹. Brennan est donc un menteur confirmé qui a espionné une des Chambres démocratiquement élue et donc souvent embrasé l'administration Obama et le président lui-même, mais n'a pas perdu son poste. Il décide tous les mardis matin, avec Obama lui-même, de la *kill list* des suspects de terrorisme qu'il faut tuer en divers endroits du globe au moyen de drones²². On peut aussi mentionner Victoria Nuland qui a travaillé pour Clinton, Cheney et Obama et dont les conversations avec l'ambassadeur américain en Ukraine avant les événements de février 2014 ont montré l'implication des États-Unis dans le conflit entre Russie et Ukraine²³.

La grande continuité entre Bush et Obama n'exclut pas des variations dans les méthodes et des inflexions, mais ces inflexions peuvent se produire durant les mandats d'un même président, en 2006 par exemple pour Bush que le chaos irakien finissait par affecter. L'interventionnisme militaire avec soldats au sol a certes bien évidemment diminué avec Obama, en dehors de l'envoi de renforts (*surge*) en 2009 en Afghanistan. Mais Obama a eu recours aux drones de façon bien plus massive que Bush. Ces drones valent à Obama le sobriquet de « *assassin-in-chief* » car le nombre de cibles et d'innocents qui sont tués est très élevé et ce que les militaires

²⁰ Lofgren, *op cit.* p. 187.

²¹ <<https://jonathanturley.org/2014/07/31/state-department-endorses-conclusion-of-senate-that-cia-misled-congress-and-brutalized-suspects/>>.

<<https://jonathanturley.org/2014/07/31/cia-admits-hacking-senate-computers-after-months-of-denials/>>.

²² Perry Anderson note : « Obama ordered one such execution every four days-over ten times the rate under Bush », Anderson *op cit.* p. 135.

²³ <<http://www.bbc.com/news/world-europe-26079957>>. Cette conversation contient la phrase mémorable : « *fuck the EU* ».

appellent les dégâts collatéraux sont la règle²⁴. L'administration Obama qui s'est vantée d'avoir recours au *smart power* (puissance intelligente) a ainsi privilégié une méthode d'intervention qui évite les victimes américaines, mais encourage le terrorisme et ne règle rien au sol dans les pays déstabilisés par les interventions militaires. Alors que l'opinion publique s'était mobilisée contre la guerre en Irak en 2003, qu'elle n'était pas favorable à une intervention américaine au sol en Syrie en 2014, elle n'est pas du tout mobilisée en ce qui concerne les drones. David Bromwich écrit ainsi : « Les drones sont devenus la solution que nous proposons pour faire l'économie de la violence et nous libérer des émotions envahissantes. »²⁵

La construction du *National Security State*, commencée bien avant Obama, a continué durant les années Obama et la traque des lanceurs d'alerte qui dénoncent la surveillance généralisée continue. On connaît Edgar Snowden dont l'ancien ministre de la Justice dit qu'il a accompli un service public, mais qui risque toujours la prison s'il retourne aux États-Unis. Néanmoins, il faut aussi ajouter John Kiriakou de la CIA qui a dénoncé la torture et été condamné à trente mois de prison en 2013, Chelsea (autrefois Bradley) Manning des services secrets de l'armée qui a révélé, grâce à Wikileaks, des documents montrant les actions meurtrières de l'armée américaine en Irak, qui a été condamné à 35 ans de prison, Thomas Drake de la NSA qui a dénoncé les activités illégales de cet organisme et dont le procès en 2011 s'est terminé par un non-lieu. Le général quatre étoiles David Petraeus, ancien directeur de la CIA, qui révéla des secrets militaires à son amante Paula Broadwell a quant à lui échappé à la prison et n'a eu qu'une mise à l'épreuve de deux ans avec une amende de 100 000 dollars. Il a ensuite continué à conseiller la Maison-Blanche²⁶.

La réorientation de la politique étrangère américaine a suivi une ligne claire : pas de nouvelles interventions au sol avec envoi massif de troupes, réorientation de la lutte contre le terrorisme et abandon

²⁴ Lire Grégoire Chamayou, *Théorie du drone*, Paris La Fabrique éditions, 2013, et voir les informations détaillées mises en ligne par le site *The Intercept* : <<https://theintercept.com/drone-papers/>>.

²⁵ « On the target », *New York Review of books*, April 7, 2016, p. 6.

²⁶ <http://www.democracynow.org/2015/3/17/a_double_standard_on_leaks_as>. Les responsables de la CIA et du Pentagone, qui ont révélé des informations classifiées à la réalisatrice du film *Zero Dark Thirty*, n'ont pas été inquiétés. David Luban, « Has Obama Upheld the Law? », *The New York Review of Books*, 21 avril 2016.

de la torture physique explicite. Néanmoins, l'intervention en Libye, en grande partie suggérée par la France, l'emploi massif des drones, la poursuite de la guerre sans fin en Afghanistan et la lutte acharnée contre les lanceurs d'alertes montrent que l'administration Obama a surtout modifié les modalités d'intervention plutôt qu'opéré un changement de paradigme.

Le célèbre pivotement vers l'Asie est en cours, notamment pour former ou renforcer des alliances avec les pays qui craignent la puissance de la Chine, tel le Japon, les Philippines, le Vietnam et la Corée du Sud. Néanmoins, l'Europe qui semblait oubliée ou marginalisée revient sur le devant de la scène avec le conflit en Ukraine et le retour de la Russie dans le jeu géopolitique. Le Moyen-Orient reste une poudrière où chaque décision entraîne des réactions en cascade.

L'accord sur le nucléaire iranien et Cuba

Ce qui est généralement, et à juste titre considéré comme un succès de l'administration Obama, l'accord sur le nucléaire iranien, est une illustration à la fois de l'évolution de la politique étrangère américaine mais aussi de sa grande stabilité. En 2015, au moment de l'accord, qui était violemment dénoncé par le Premier ministre israélien, Netanyahu, lequel s'était rendu à une invitation des républicains au Congrès sans être invité par Obama le président qu'il méprise ouvertement ainsi que par le lobby pro-israélien AIPAC, beaucoup d'analystes ont vu dans la signature de cet accord une défaite à la fois du lobby et d'Israël. Après avoir longtemps dit que Netanyahu n'avait cessé de berner Obama et de lui infliger des revers, les analystes se sont mis à dire que cette fois Obama avait infligé une défaite à son ennemi intime mais néanmoins allié. La relation personnelle n'est pourtant pas le plus important. Les services secrets israéliens, le *shin beth*, ainsi que des secteurs de l'armée israélienne ne partageaient pas le point de vue électoraliste et idéologique de leur Premier ministre²⁷. Obama avait certes à faire

39

²⁷ Voir un article du *Jerusalem Post* dans lequel Ami Ayalon déclare que l'accord sur le nucléaire iranien est bon pour Israël. L'article mentionne aussi le soutien d'un ancien chef du Mossad. <<http://www.jpost.com/Middle-East/Iran/Former-Shin-Bet-chief-Iran-deal-is-best-option-for-Israel-409667>>.

Le *New York Times* du 10 avril 2016 a publié une tribune libre de Lara Friedman qui vante le soutien d'Obama à Israël : « Israel's Unsung Protector : Obama ».

face à une opposition bornée et souvent malhonnête des républicains mais il avait aussi des alliés de poids en Israël.

Une fois l'accord signé, Israël a commencé des négociations pour obtenir une aide financière accrue (elle dépasse 3 milliards de dollars par an actuellement) et l'idée d'un accroissement de cette aide est bien accueillie par l'administration Obama, même s'il y a désaccord sur le montant de cette augmentation. L'Iran, en acceptant à la fois de ne pas développer d'arme nucléaire, arme de toute façon inutilisable sauf en tant qu'élément de dissuasion, ainsi que les contrôles de ses réacteurs, a tout simplement capitulé de façon intelligente dans un rapport de forces qui lui est défavorable. Cet accord est donc à la fois un succès diplomatique de l'administration Obama, un succès pour la diplomatie qui obtient de meilleurs résultats que la guerre, mais ce n'est en aucun cas une défaite pour Israël ou un changement dans la politique de soutien américain total à ce pays. La détestation d'Obama par Netanyahu, détestation fréquente en Israël aussi, ne doit pas masquer la solidité du lien entre États-Unis et Israël. Lors des guerres en 2009 puis 2014, Obama a tenu le discours traditionnel de soutien à Israël qui « avait le droit de se défendre ». La focalisation sur la psychologie des acteurs est problématique pour la compréhension des rapports interétatiques. Nixon était un antisémite notoire, ce qui ne l'a nullement empêché de soutenir Israël de façon indéfectible et de travailler avec Kissinger, juif allemand qui avait fui l'Allemagne nazie. Obama avait montré une certaine sympathie pour les Palestiniens, dont on voit encore une trace dans son discours du Caire en 2009 mais en tant que président il a vite rejoint la position traditionnelle des États-Unis de soutien total à Israël.

Il est tentant de dire qu'Obama a réussi à obtenir un accord sur le nucléaire iranien alors que les républicains s'y seraient opposés. Cet accord a été, en partie à ses débuts, négocié avec Hillary Clinton qui est une amie de Netanyahu et proche des thèses de l'AIPAC. En 2008 l'administration Bush avait refusé à Israël le droit de bombarder l'Iran (Israël ne peut le faire, contrairement à l'Irak ou la Syrie, qu'avec l'aide des États-Unis). Bush était considéré comme le président américain le plus pro-israélien mais il avait dit non. Les relations entre pays ne sont que très partiellement dépendantes des bonnes relations personnelles entre dirigeants.

Le dégel avec Cuba est également considéré comme une grande avancée de la diplomatie américaine. Il ne fait aucun doute

que ce changement marque une rupture, tout au moins apparente, avec les années Bush. Néanmoins il faut noter que le monde des affaires américain est majoritairement favorable à une ouverture commerciale avec Cuba et espère bien trouver des marchés dans l'île et transformer son système politique et économique. Les jeunes Cubano-Américains sont également favorables à cette reprise de contact. Par ailleurs, à l'instar de deux universitaires américains, Tom Long et Max-Paul Friedman, on peut avancer l'idée que les pressions latino-américaines sur les États-Unis ont été déterminantes dans les évolutions récentes²⁸.

Ils citent le secrétaire d'État, John Kerry, qui a déclaré : « Je remercie nos amis partout sur le continent américain qui nous ont encouragés, parfois pendant des décennies, à rétablir nos relations diplomatiques et qui ont chaleureusement accueilli notre décision de le faire ». Le dégel avec Cuba apparaît alors plus comme une réaction de l'administration Obama aux pressions latino-américaines et la saisie d'une opportunité induite par la faiblesse de Cuba et des frères Castro que comme une réorientation majeure de la politique étrangère américaine.

On sait qu'Obama s'est vu décerner le prix de la meilleure campagne de publicité pour sa campagne électorale de 2008²⁹. Campagne, primée à Cannes et en grande partie financée par Wall Street³⁰. Sur Cuba, la publicité de la présidence a également été soignée. Obama a évoqué le grand poète José Martí dont il a récité une partie d'un poème (« *Cultivo una rosa blanca* »). Il n'a pas évoqué l'intervention américaine de 1898 qui a précisément bouleversé les idées de Martí et des dirigeants du mouvement d'indépendance luttant contre l'Espagne. Il a rappelé à Raoul Castro les vertus d'élections démocratiques dans un pays où celles-ci effectivement n'existent pas et le dirigeant cubain a rappelé qu'en matière de santé et d'égalité hommes-femmes Cuba faisait mieux que les États-Unis. Les analystes ont surtout insisté sur la leçon de

²⁸ *The National Interest*, 18 août 2015, « Why U.S. Leaders Don't Need to Fear Latin American "Soft Balancers" ». <<http://nationalinterest.org/feature/why-us-leaders-dont-need-fear-latin-american-soft-balancers-13608>>.

²⁹ Advertising Age's marketer of the year for 2008. <<http://adage.com/article/moy-2008/obama-wins-ad-age-s-marketer-year/131810/>>.

³⁰ <<https://www.opensecrets.org/pres08/contrib.php?cid=N00009638>>. En 2012 le monde de la finance était un peu moins enthousiaste.

démocratie qu'Obama faisait en public dans le grand théâtre de La Havane sans trop s'appesantir sur la grave violation du droit, donc de la démocratie, que représente Guantánamo sur l'île de Cuba mais sous contrôle illégal américain. L'histoire des relations entre Cuba et les États-Unis après 1961 est aussi une histoire d'interventions illégales, de sabotages de la part de la démocratie américaine dans l'île dirigée de façon autocratique.

S'il est indéniable qu'une situation de négociation diplomatique vaut mieux qu'une situation de conflit gelé, il faut quand même noter que les leçons de démocratie d'Obama sont bien étranges car elles ignorent toutes les situations où les États-Unis soutiennent les États autoritaires ou totalitaires comme l'Arabie Saoudite ou parfois mêmes soutiennent les coups d'État contre la démocratie. Dans le même temps où les États-Unis d'Obama se rapprochaient de Cuba ils accueillaient avec bienveillance la destitution de Dilma Rousseff au Brésil par des groupes et des individus familiers de la corruption³¹.

42

Aussi bien pour l'accord sur le nucléaire iranien que sur Cuba, Obama et son administration ont donc plutôt suivi les lignes de force et se sont appuyés sur certains éléments de l'élite du pouvoir pour infléchir une politique. Il faut noter que le complexe militaro-industriel, déjà dénoncé de façon fort claire par Eisenhower en 1961, est traversé de conflits entre diverses factions et que le président peut parfois s'appuyer sur certaines d'entre elles contre d'autres. Une partie de l'*establishment* politique ainsi qu'une partie des chefs militaires, comme Colin Powell, étaient opposés à la guerre en Irak que Bush, Cheney, Rumsfeld, leurs conseillers néoconservateurs, dont Wolfowitz, ont quand même réussi à imposer. Par la suite l'avalanche d'informations notamment sur les mensonges concernant les armes de destruction massive a pu avoir lieu précisément parce qu'une partie des factions de l'État profond était en désaccord. Joe Wilson, un diplomate, et sa femme Valerie Plame, un agent secret de la CIA, ont dénoncé les mensonges de l'administration très tôt, avant même le début des opérations militaires.

³¹ Greg Grandin, « Still Selling Neoliberal Unicorns: The US Applauds the Coup in Brazil, Calls It Democracy » *The Nation*, 20-27 juin 2016, <<http://www.thenation.com/article/still-selling-neoliberal-unicorns-us-applauds-coup-in-brazil-calls-it-democracy/>>.

Obama a donc fort bien utilisé les dissonances entre les divers éléments de l'élite du pouvoir pour obtenir un accord avec l'Iran et une avancée sur Cuba, mais sur l'ensemble de la politique étrangère il n'a pas pu s'éloigner des grandes lignes directrices de l'État profond. Il lui était facile d'organiser l'assassinat de Ben Laden en 2011 car l'opinion publique et tous les éléments de l'élite du pouvoir étaient en accord, même si sur le plan juridique il aurait peut-être été plus légitime de le capturer et de le juger afin d'obtenir des informations dans la lutte antiterroriste. Il n'a pas pu obtenir l'arrêt de la construction des colonies juives en territoire palestinien car les forces qui s'opposaient à cette ligne étaient trop bien organisées. Ces colonies sont la source d'une image catastrophique des États-Unis dans le monde arabo-musulman, l'inaction américaine sur ce dossier est donc dommageable mais aucun président n'a le pouvoir d'imposer une ligne moins favorable à Israël.

L'accord avec l'Iran a provoqué une cassure avec l'Arabie Saoudite, un autre allié traditionnel des États-Unis qui n'a rien d'une démocratie. Cette cassure a permis à la France de vendre des avions dont personne ne voulait auparavant mais elle n'a pas empêché les États-Unis de soutenir l'intervention saoudienne au Yémen. L'Égypte dictature militaire sous al Sissi, reste un allié important qui lui aussi bénéficie des largesses américaines.

Dans son entretien avec *The Atlantic* Obama affirme avoir refusé de se soumettre au « *Washington playbook* » (script des instances de pouvoir³²). Il déclare ainsi :

« Il y a un script à Washington que les présidents sont censés suivre. C'est un script qui vient de l'*establishment* de la politique étrangère. Et ce script prescrit des réactions à différents événements et ces réactions ont tendance à être des réactions militaires. Lorsque l'Amérique est directement menacée, le script fonctionne. Mais le script peut aussi être un piège qui conduit à de mauvaises décisions. En plein milieu d'un défi international comme celui de la Syrie on est jugé sévèrement si on ne suit pas le script, même s'il y a de bonnes raisons qui expliquent pourquoi il ne s'applique pas. »

Le journaliste qu'il a longuement interviewé, Jeffrey Goldberg, dit que pour Obama son refus de suivre le script habituel était comme une libération. En décidant en 2013 de ne pas bombarder

³² Ce terme « *playbook* » est aussi utilisé dans le football américain pour décrire les diverses phases de jeu.

la Syrie en dépit de ce qu'il avait appelé une « ligne rouge » si des armes chimiques étaient utilisées, Obama se serait démarqué des chefs militaires et des lobbys toujours prompts à recommander une intervention militaire pour régler des problèmes complexes. N'avait-il pas, en 2009 dans son discours du Caire, cité Thomas Jefferson qui déclarait : « J'espère que notre sagesse croîtra avec notre pouvoir et nous enseignera que moins nous utilisons notre pouvoir plus il sera grand. »³³

Le président a certes été fortement critiqué pour cette décision par les républicains, les Saoudiens, certains partisans de l'opposition syrienne, mais il n'est pas sûr que les chefs militaires aient été enthousiastes à l'idée d'une autre intervention armée d'envergure au Moyen-Orient. Gates était opposé à l'intervention en Libye et deux ans plus tard le chaos libyen pouvait inciter à plus de prudence. Obama a choisi de suivre Brent Scowcroft plutôt qu'Hillary Clinton qui avait quitté ses fonctions de secrétaire d'État. (Elle est citée dans le même article : « Si vous dites que vous allez frapper, vous devez frapper. Il n'y a pas le choix »). Un auteur de gauche déclare même à propos de celle qui a de bonnes chances d'être élue présidente : « Si elle devient commandante en chef des armées, Obama sera grandement regretté. »³⁴ En avril 2016 Obama a reconnu que sa pire erreur avait été de ne pas avoir préparé l'après-intervention en Libye. Donc, en fait de façon indirecte, d'avoir écouté les sirènes des faucons ou des « interventionnistes libéraux » plutôt que sa conscience et son ministre de la défense³⁵.

44

³³ <http://www.nytimes.com/2009/06/04/us/politics/04obama.text.html?_r=0>.

On peut mesurer la distance entre l'idéal et le possible lorsque l'on se réfère à ce qu'il dit sur les Palestiniens : « D'un autre côté, il est aussi indéniable que le peuple palestinien – musulmans et chrétiens – a souffert dans sa quête d'une patrie. Pendant plus de 60 ans, il a enduré les douleurs du déracinement. Beaucoup attendent, dans des camps de réfugiés en Cisjordanie, à Gaza et aux alentours, une vie de paix et de sécurité qu'ils n'ont jamais pu mener. Ils subissent les humiliations quotidiennes – grandes et petites – qui accompagnent l'occupation. Alors, qu'il n'y ait aucun doute : la situation du peuple palestinien est intolérable. L'Amérique ne tournera pas le dos aux aspirations légitimes des Palestiniens à la dignité et à un État à eux. » Traduction : <<http://www.lapaixmaintenant.org/Discours-d-Obama-au-Caire-texte>>.

³⁴ Andrew Levine <<http://www.counterpunch.org/2016/06/10/hillarys-victory-and-next-to-last-hurrah/>>.

³⁵ <<http://www.bbc.com/news/world-us-canada-36013703>>.

Même intimidable, Obama reste un *outsider* pour l'État profond

La question qui se pose si l'on défend la thèse de la relative docilité d'Obama, comme de n'importe quel président du reste, face à l'État profond est celle de la méfiance vis à vis d'Obama d'une large part des élites. Contrairement à Bush, un président mal informé des réalités et mécanismes du pouvoir, mais plus impliqué dans le processus décisionnel que Reagan, dont même les conseillers doutaient de la santé mentale, Obama a rencontré beaucoup d'animosité ou d'hostilité de la part de certains militaires, des républicains, des dirigeants israéliens.

Une raison de cette hostilité tient au racisme qui n'a pas disparu dans la population américaine, notamment celle qui est attirée par le *Tea Party*, ni parmi les élites américaines même si des dirigeants comme Condoleeza Rice ou Colin Powell furent relativement bien acceptés. Mais au-delà du racisme³⁶, Obama avait fait des déclarations très progressistes en tant que sénateur puis candidat. Il voulait réorienter la politique étrangère américaine en Israël-Palestine et avait donc créé de la méfiance dans les cercles de l'élite. Son opposition à la guerre en Irak était connue, ce qui laissait supposer une opposition au complexe militaro-industriel. Même ses décisions qui allaient dans le sens de ce complexe, comme celle de renforcer le contingent en Afghanistan, semblaient prises à contrecœur, avec hésitation, sans l'enthousiasme d'un Bush ou d'un Reagan. Obama a certes bien retenu les leçons de « l'élite du pouvoir » dont il était assez familier mais il lui restait des aspirations et impulsions progressistes, une méfiance face au recours aux interventions, un discours égalitariste³⁷.

45

³⁶ Dans son ouvrage qui porte sur les frères Koch, *Dark Money, The Hidden History of the Billionaires behind the Rise of the Radical Right*, New York, Doubleday, 2016, Jane Mayer présente une liste impressionnante des groupes opposés à Obama sur le plan intérieur, un Obama qu'ils voient, à tort bien évidemment, comme un dangereux progressiste ou socialiste. Son article de 2010 dans *The New Yorker* s'intitulait « Covert operations » et portait le sous-titre « The billionaire brothers who are waging a war against Obama ». Ces milliardaires qui, comme un bon nombre d'autres ploutocrates, achètent la démocratie, sont un élément de l'État profond ou de l'élite du pouvoir.

³⁷ Ainsi, en février 2012, Obama avait déclaré : « On a maintenant la possibilité que 200 personnes décident qui finalement sera élu président à chaque élection. ».

Dans un article bilan de la présidence Obama, John Feffer écrit : « Barack Obama est devenu président des États-Unis il y a sept ans. Il a fait de nombreuses concessions afin de réaliser son désir de devenir le premier président afro-américain commandant en chef des États-Unis. Ce faisant il a cédé des parties de son âme à différents secteurs influents et, par conséquent, il a déçu beaucoup de monde. »³⁸

Le lien entre personnalité et action politique est appréhendé en termes faustiens et explique la source de la déception chez ceux qui avaient voulu voir en Obama un grand transformateur progressiste. Ce marché faustien que suggère Feffer est ce que Suskind nomme une éducation mais cela correspond très exactement à une mise au pas par l'État profond. Obama a su jouer des oppositions entre factions de l'État profond et a arraché quelques avancées relativement progressistes, notamment en matière de protection de l'environnement. Cependant, de même qu'il est totalement impuissant face au lobby des armes à feu, la NRA en particulier, sur le plan intérieur alors que l'on a toutes les raisons de penser qu'il est véritablement touché par tous les massacres perpétrés aux États-Unis, il n'a qu'une marge de manœuvre infime en politique étrangère.

Il n'est pas la marionnette d'un seul lobby et il lui arrive de déjouer certaines manipulations tendant à le paralyser. Il a absolument voulu éviter de subir le même sort que Jimmy Carter, un ancien président non réélu pour un deuxième mandat. Carter, en d'autres termes, n'était pas assez machiavélien, ce qui, dans les cercles de pouvoir est rédhibitoire. Obama a su faire bouger les choses sur Cuba et l'Iran, il n'a pas réussi à corriger le chaos créé par son prédécesseur en Irak et donc maintenant en Syrie³⁹, mais il a évité une déflagration plus forte encore en n'écoutant pas les sirènes néoconservatrices américaines ou celles venant de Hollande en France. Son principe « Ne fais pas de grave connerie » (*Don't do*

46

montrant qu'il comprenait fort bien le pouvoir de l'oligarchie favorisée par l'arrêt de la Cour suprême *Citizens United* (2010).

Cité par *Politico*, 29 mai 2014 : <<http://www.politico.com/magazine/story/2014/05/big-money-the-koch-brothers-and-me-107225>>.

³⁸ « Obama : The Fairy-Tale President ? », *Foreign Policy in Focus*, 16 décembre 2015, <<http://fpif.org/obama-fairy-tale-president/>>.

³⁹ Stephen Walt, « The US should admit it has no Middle East Policy », *Foreign Policy*, 29 janvier 2016. <http://foreignpolicy.com/2016/01/29/the-u-s-should-admit-it-has-no-middle-east-policy-obama-cold-war-israel-syria/?wp_login_redirect=0>.

stupidshit)⁴⁰, dont Hillary Clinton en vraie faucon interventionniste se moque, est un principe de précaution qui certes souligne la prudence d'Obama, voire son absence d'audace et d'espoir, mais qui a permis de légèrement corriger la dérive impériale interventionniste de son prédécesseur.

Donc pour revenir à la distinction entre acteurs internes au système politique par opposition aux critiques externes mentionnés dans la citation d'Elizabeth Warren, on peut dire qu'en tant que président des États-Unis, un empire selon les critiques de gauche, la superpuissance hégémonique pour les autres, Obama a su imprimer sa marque, donner des gages au complexe militaro-industriel et à toutes les composantes de l'État profond tout en se démarquant à la marge des grandes lignes de conduite traditionnelles de celui-ci.

À l'aune de l'idéalisme des discours de Prague ou du Caire, qui sont plus des discours d'*outsider* ou d'intellectuel critique que d'homme de pouvoir (*insider*), Obama, c'est-à-dire son administration prise dans son ensemble, a clairement échoué, mais si on le considère dans le cadre du champ de forces de l'État profond, alors on peut conclure avec Feffer : « ce que l'on a eu durant les deux derniers mandats c'est le mieux que l'on puisse avoir ». Au Caire ou à Prague, Obama était encore un *outsider* sur le plan rhétorique, puis il est devenu un dirigeant soumis aux diverses sources de pouvoir et il a déçu sa gauche, ce qui était inévitable. Aucun candidat aux primaires dans le camp républicain, ni Hillary Clinton, ne propose une inflexion plus significative des règles dictant la politique étrangère américaine. Donc le président des drones et de la mise au pas des lanceurs d'alerte s'avère quand même le réaliste le plus pragmatique à la tête de la superpuissance. Il n'a pas changé le jeu du pouvoir à Washington mais il y a ajouté quelques notes de bas de page et des scènes supplémentaires.

À gauche, on le compare souvent à Eisenhower, ce qui est approprié mais doit se comprendre dans le contexte politique pas en termes de personnalité : certaines prudence et méfiance vis-à-vis de la force et du complexe militaro-industriel, de la part de leurs administrations respectives mais aussi une solide défense de l'hégémonie américaine. La déception des gens de gauche ou,

⁴⁰ David Rothkopf, « Obama's 'Don't Do Stupid Shit' foreign policy », *Foreign Policy*, 4 juin 2014, <<http://foreignpolicy.com/2014/06/04/obamas-dont-do-stupid-shit-foreign-policy/>>.

de façon plus générale, des Européens, doit se lire à l'aune de leurs espérances exagérées lorsqu'il était candidat à la succession d'un George W. Bush honni. Pour le dire avec les mots d'un observateur allemand, Jakob Augstein : « Le messie cependant est le plus crédible lorsqu'on l'attend. Dès qu'il apparaît le désenchantement commence. Et le désenchantement avec Barack Obama a été très fort. »⁴¹

Résumé :

Cet article analyse les forces qui ont pesé sur les décisions du président Obama en matière de politique étrangère lors de ses deux mandats. Ces forces qui sont ici présentées sous le nom d'État profond recourent ce que l'on appelle le complexe militaro-industriel ou l'*establishment*. Si elles pèsent sur tout président états-unien, avec Obama la défiance s'était installée en raison des déclarations du président avant son élection en 2008. Les deux avancées significatives, l'accord sur le nucléaire iranien et la reprise des relations avec Cuba, sont envisagées en rapport avec les pressions qui se sont exercées sur le président Obama. La répression des lanceurs d'alerte et le recours aux drones indiquent qu'Obama ne s'est pas écarté des grandes lignes de la politique étrangère américaine mais, comparé au président précédent, George W. Bush, comme à ceux qui sont à même de lui succéder, il apparaît comme un président qui a réussi à infléchir quelque peu la politique étrangère de son pays dans un sens moins interventionniste.

⁴¹ *Der Spiegel*, spiegelonline, 25 avril 2016, « Barack Obama : Der letzte Präsident des Westens », <<http://www.spiegel.de/politik/ausland/barack-obama-hat-die-deutschen-enttauscht-augstein-kommentar-a-1089080.html>>.